



Académie des sciences d'outre-mer

*Les recensions de l'Académie*¹

***Pékin à l'ombre du mandat céleste : vie quotidienne et gouvernement urbain sous la
dynastie des Qing (1644-1911) / Lucca Gabbiani
éd. EHESS, 2011
cote : 58.109***

Cet ouvrage nous présente l'histoire de la ville de Pékin pendant les derniers siècles du régime impérial, depuis 1644, lorsque les envahisseurs mandchous et leurs alliés mongols s'emparent du trône, jusqu'à la révolution de 1911 qui provoque la chute de l'empire et l'établissement de la république. Le destin de la ville-capitale est lié à celui du pouvoir impérial qui connaît son apogée dans la seconde moitié du 18^e siècle.

En première partie de l'ouvrage l'auteur nous dresse le portrait de la ville à la fin de ce siècle et au début du suivant. Fondée sur une très riche documentation de première main – archives locales, documents administratifs, écrits privés chinois et occidentaux, – l'étude souligne l'importance du « fait impérial » pour la construction de l'identité de Pékin. Son urbanisme reflète « les assises spirituelles et cosmologiques du régime » (p. 29) définies dans les Classiques confucéens, en même temps que le souci de sécurité qui pousse les Mandchous à établir une ségrégation spatiale entre les conquérants et la population locale. La ville est entourée de très hautes murailles qui courent sur trente kilomètres et sont percées de seize portes formant bastions. « La muraille de Pékin nous écrase, chose géante, d'aspect babylonien », s'exclamera Pierre Loti en 1900 (p. 28). À l'intérieur des murailles et accolées l'une à l'autre, la « ville intérieure », au cœur de laquelle se trouve la « cité interdite », résidence de l'empereur, et au sud la « ville extérieure », la première réservée à la population d'origine mandchoue et mongole, la seconde à la population chinoise. Au fil du temps, la ségrégation se fera moins stricte, mais la distinction persistera entre la « ville tartare » et la « ville chinoise », entraînant toute une hiérarchisation de la société urbaine.

Les trois cent mille Mandchous qui représentent au 19^e siècle un peu plus du tiers de la population de la ville sont employés dans l'armée ou l'administration et il leur est interdit de se livrer à des activités commerciales et artisanales. L'existence de cette masse de salariés vivant des allocations en argent et en grains que leur verse le gouvernement entraîne une forte implication de l'État dans la vie économique locale. Cet interventionnisme se manifeste en particulier dans la manière dont est géré le tribut de grain livré par les provinces, qui assure l'approvisionnement régulier de la ville, couvre les besoins de la Cour, de ses fonctionnaires et de leurs familles et permet d'assurer les services d'assistance publique. Le surplus alimente certains circuits commerciaux privés, mais la circulation des grains et leur prix demeurent étroitement contrôlés. C'est dans la « ville extérieure », la ville chinoise que s'épanouissent les



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

activités économiques privées dont l'auteur donne une description vivante à travers un certain nombre de « vignettes » : commerce de pinces et pierres d'encre dans le quartier de Liulichang, gargotes et théâtres à Tianqiao, rues envahies par la foule et animées par la présence de colporteurs et d'artisans ambulants... Cette société bouillonnante n'en est pas moins fortement structurée par la présence de multiples associations professionnelles, religieuses, régionalistes. Celles-ci n'ont cependant pas été amenées à proposer à la communauté urbaine des services publics car dans la capitale, « le gouvernement urbain est une affaire d'État » (p. 119).

Ce gouvernement urbain fait l'objet de la seconde partie de cette étude. De lecture plus austère, ce volet d'histoire institutionnelle constitue une défense et illustration de la thèse de l'auteur. Selon lui et contrairement à l'opinion généralement reçue, Pékin n'a pas été un bastion du conservatisme mandchou, condamné au déclin par l'incapacité de la dynastie à se réformer, à s'ouvrir aux temps nouveaux, mais au contraire un laboratoire de modernité.

Au temps de la prospérité impériale, la ville jouit d'institutions relativement autonomes et efficaces car bien financées par le trésor public. Mais à partir du moment où, vers le milieu du 19^e siècle, le pouvoir impérial se trouve confronté à l'agression occidentale, aux rébellions provinciales et à une grave crise économique et financière, le fonctionnement du gouvernement urbain se dégrade sans que le relais soit pris par des notables locaux dont les velléités réformatrices se heurtent au conservatisme de la haute administration. L'argumentation de l'auteur repose donc essentiellement sur la refonte institutionnelle survenue dans la première décennie du 20^e siècle à la faveur de la « Nouvelle Politique » d'aggiornamento constitutionnel et administratif à laquelle s'est tardivement convertie la Cour. Une police moderne, chargée de la sécurité, de la taxation, des problèmes sanitaires, s'impose alors à la tête de l'administration urbaine. La mutation s'achève avec la création trois ans après la révolution d'un conseil municipal ayant autorité sur l'ensemble de la ville.

Ce n'est pas ici le lieu de poursuivre un débat de spécialistes. Observons seulement que les textes sur lesquels repose l'argumentation de l'auteur dans ses derniers chapitres sont de caractère administratif et normatif, qu'ils témoignent d'un renversement des opinions dans les rangs de la bureaucratie plus que d'un changement des pratiques sur le terrain et que l'absence de comparaison avec d'autres expériences urbaines chinoises de la même époque rend difficile d'affirmer que Pékin a servi « de modèle et d'étalon au reste du pays » (p. 234).

Il n'en demeure pas moins que cette monographie érudite apporte une contribution importante à notre connaissance de la ville chinoise et que, clairement charpentée et rédigée dans un style aisé, elle permet aussi au non spécialiste de s'initier à la vie politique des derniers siècles de l'empire.

Marie-Claire Bergère